Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1902 — Roma — Giovedì 2 Gennaio — Numero 1

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero **523** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

È approvato l'Atto addizionale firmato a Bruxelles il 14 dicembre 1900 dall'Italia e da varî altri Stati, col quale si modificano la Convenzione per la protezione della proprietà industriale, firmata a Parigi il 20 marzo 1883, e l'annessovi protocollo di chiusura.

Il Governo del Re è autorizzato a ratificarlo nel modo ed entro il termine indicati dall'articolo 3 dello stesso Atto.

Art. 2.

È approvato l'atto addizionale firmato a Bruxelles il 14 dicembre 1900 dall'Italia e da varî altri Stati, col quale è modificata la Convenzione speciale (*arrangement*) concernente la registrazione internazionale dei marchi di fabbrica e di commercio, firmata a Madrid il 14 aprile 1891, ed è soppresso l'annessovi protocollo di chiusura.

Il Governo del Re è autorizzato a ratificarlo nel modo ed entro il termine indicati dall'articolo 3 dello stesso Atto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 dicembre 1901.

VITTORIO EMANUELE.

PRINETTI.

BACCELLI.

Visto, *Il Guardasigilli:* COCCO-ORTU.

Atti firmati nella Conferenza internazionale di Bruxelles per la tutela della proprietà industriale.

(14 dicembre 1900)

I.

ATTO ADDIZIONALE *alla Convenzione internazionale del 20 marzo 1883 per la protezione della proprietà industriale.*

Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du

Brésil; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majestè le Reine Régente du Royaume; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président de la République Française: Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse; le Gouvernement Tunisien, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, ainsi qu'au protocole de clôture annexé à la dite Convention, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. A. Nyssens, ancien ministre de l'industrie et du travail:

M. L. Capelle, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général du commerce et des consulats au ministère des affaires étrangères;

M. Georges de Ro, avocat à la cour d'appel de Bruxelles, ancien secrétaire de l'ordre;

M. J. Dubois, directeur général au ministère de l'industrie et du travail.

Le Président des États-Unis du Brésil:

M. da Cunha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis du Brésil près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. H. Holten Nielsen, membre de la commission des brevets, enregistreur des marques de fabrique.

Le Président de la République Dominicaine:

M. J.-W. Hunter, consul général de la République Dominicaine à Anvers.

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et, en Son nom,
Sa Majesté la Reine Régente du Royaume:

M. de Villa Urrutia, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Belges.

Le Président des États-Unis d'Amérique:

M. Lawrence Townsend, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Francis Forbers;

M. Walter H. Chamberlin, assistant commissioner of Patents.

Le Président de la République Française:

M. Gérard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. C. Nicolas, ancien conseiller d'État, directeur honoraire au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

M. Michel Pelletièr, avocat à la cour d'appel de Paris.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
et d'Irlande, Impératrice des Indes:

La très honorable C. B. Stuart Wortley, M. P.;

Sir Henry Bergne, K. C. M. G., chef du département commercial au Foreign Office;

M. C. N. Dalton, C. B., comptroller general of Patents.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Romeo Cantagalli, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. le commandeur Carlo-Francesco Gabba, sénateur, professeur à l'université de Pise;

M. le chevalier Samuele Ottolenghi, chef de division au ministère de l'agricolture, de l'industrie et du commerce, directeur du bureau de la propriété industrielle.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. Itchiro Motono, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté la Reine des Pais-Bas:

M. F.-W. J.-G. Snyder van Wissenkerke, docteur en droit, conseiller au ministère de la justice, directeur du bureau de la propriété industrielle.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

M. le conseiller E. Madeira Pinto, directeur général au ministère des travaux publics, du commerce et de l'industrie.

Sa Majesté le Roi de Serbie:

M. le D.r Michel Vouïtch, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège:

M. le comte Wrangel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

M. J. Borel, consul général de la Confédération Suisse à Bruxelles;

M. le docteur Luis-Rodolphe de Salis, professeur à Berne.

Le Président de la République Française:

Pour la Tunisie:

M. Gérard, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Bladé, consul de première classe au ministère des affaires étrangères de France.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

La Convention internationale du 20 mars 1883 est modifiée ainsi qu'il suit:

I. — L'article 3 de la Convention aura la teneur suivante:

« Art. 3. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants, les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des États de l'Union ».

II. — L'article 4 aura la teneur suivante:

« Art. 4. — Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

« En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

« Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce ».

III. — Il est inséré dans la Convention un article 4 *bis* ainsi conçu:

« Art. 4 *bis*. — Les brevets demandés dans les différents États contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres États, adhérents ou non à l'Union.

« Cette disposition s'appliquera aux brevets existants au moment de sa mise en vigueur.

« Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux États, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession ».

IV. — Il est ajouté à l'article 9 deux alinéas ainsi conçus;

« Dans les États dont la législation n'admet pas la saisie à

l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

« Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit ».

V. — L'article 10 aura la teneur suivante:

« Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

« Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située ».

VI. — Il est inséré dans la Convention un article 10 *bis* ainsi conçu:

« Art. 10 *bis*. — Les ressortissants de la Convention (art. 2 et 3) jouiront, dans tous les États de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale ».

VII. — L'article 11 aura la teneur suivante:

« Art. 11. — Les Hautes Parties contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'une d'elles ».

VIII. — L'article 14 aura la teneur suivante:

« Art. 14. — La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

« A cet effet, des conférences auront lieu successivement, dans l'un des États contractants, entre les délégués desdits États.

IX. — L'article 16 aura la teneur suivante:

« Art. 16. — Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

« Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

« Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement Suisse aux autres États unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par l'État adhérent ».

Article 2.

Le protocole de clôture annexé à la Convention internationale du 20 mars 1883 est complété par l'addition d'un numéro 3 *bis*, ainsi conçu:

« 3 *bis*. Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction ».

Article 3.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 20 mars 1883.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai de dix-huit mois à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires repectifs ont signé le présent acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique:
A. Nyssens.
Capelle.
Georges de Ro.
J. Dubois.
Pour le Brésil:
F. Xavier da Cunha.
Pour le Danemark:
H. Holten Nielsen.
Pour la République Dominicaine:
John W. Hunter.
Pour l'Espagne:
W. R. de Villa Urrutia.
Pour les États-Unis d'Amérique:
Lawrence Townsend.
Francis Forbers.
Walter H. Chamberlin.
Pour la France:
A. Gérard.
C. Nicolas.
Michel Pelletier.
Pour la Grande-Bretagne:
Charles B. Stuart Wortley.
H. G. Bergne.
C. N. Dalton.
Pour l'Italie:
R. Cantagalli.
C. F. Gabba.
S. Ottolenghi.
Pour le Japon:
J. Motono
Pour la Norvège:
Cte Wrangel.
Pour les Pays-Bas:
Snyder van Wissenkerke.
Pour le Portugal:
Ernesto Madeira Pinto.
Pour la Serbie:
Dr Michel Vouïtch.
Pour la Suède:
Cte Wrangel.
Pour la Suisse:
Jules Borel
L. R. de Salis.
Pour la Tunisie:
A. Gérard.
Etienne Bladé.

II.

ATTO ADDIZIONALE *all'accordo di Madrid del 14 aprile 1891 circa la registrazione internazionale dei marchi di commercio.*

Acte additionel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Article premier.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté ce qui suit:

I. — L'article 2 de l'arrangement du 14 avril 1891 aura la teneur suivante:

« Art. 2. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants, les sujets ou citoyens des États n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale ».

II. — L'article 3 aura la teneur suivante:

« Art. 3 — Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1er. Il notifiera cet enregistrement aux États contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international au moyen d'un cliché fourni par le déposant.

« Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu:

« 1° De le déclarer, et d'accompagner son dépôt d'une description qui fera mention de la couleur;

« 2° De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

« En vue de la publicité à donner, dans les divers États, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander ».

III. — Il est inséré dans l'arrangement un article 4 *bis* ainsi conçu:

« Art. 4 *bis*. — Lorsqu'une marque, déja déposée dans un ou plusieurs des États contractants, a été postérieurment enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son

ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

IV. — L'article 5 aura la teneur suivante:

« Art. 5. — Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention du 20 mars 1883, à une marque déposée à l'enregistrement national.

« Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus.

« Ladite déclaration ainsi notifiée au Bureau international sera par lui transmise sans délai à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée ».

V. — Il est inséré dans l'arrangement un article 5 *bis* ainsi conçu:

« Art. 5 *bis*. — Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le reglèment, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée ».

VI. — L'article 8 aura la teneur suivante:

« Art. 8. — L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe qu'elle reclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de 100 francs pour la première marque, et de 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les États contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement ».

VII. — Il est inséré dans l'arrangement un article 9 *bis* ainsi conçu:

« Art. 9 *bis*. — Lorsq'une marque inscritte dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un État contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal.

« La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des États contractans qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

« Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays signataires, ne sera enregistrée »,

Article 2.

Le protocole de clôture signé en même temps que l'arrangement du 14 avril 1891 est supprimé.

Article 3.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que l'arrangement auquel il se rapporte.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique:
A. Nyssens.
Capelle.
Georges de Ro.
J. Dubois.
Pour le Brésil:
F. Xavier da Cunha.
Pour l'Espagne:
W. R. de Villa Urrutia.
Pour la France:
A. Gérard.
C. Nicolas.
Michel Pelletier.

Pour l'Italie:
R. Cantagalli.
C. F. Gabba.
S. Ottolenghi.
Pour les Pays-Bas:
Snyder van Wissenkerke.
Pour le Portugal:
Ernesto Madeira Pinto.
Pour la Suisse:
Jules Borel.
L. R. de Salis.
Pour la Tunisie:
A. Gérard.
Etienne Bladé.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè N. 864,897 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 50, al nome di Canessa Dante, Guglielmina, Clelia ed *Eugenio* fu Giuseppe-Stefano, minori, sotto la patria potestà della madre Chiappella Teresa fu Benedetto, domiciliati in Genova, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Canessa Dante, Guglielmina, Clelia ed *Eugenia*, fu Giuseppe-Stefano, minori, ecc. (come sopra), veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 dicembre 1901.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

AVVISO.

Si notifica che nel giorno di venerdì, 31 gennaio 1902, alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione Generale, via Goito n. 1, in Roma, con accesso al pubblico, si procederà alle seguenti operazioni relative ai titoli della già Società delle ferrovie del Monferrato, il cui servizio fu affidato a questa Direzione Generale, e cioè:

28ª estrazione a sorte delle azioni emesse in virtù della legge 11 luglio 1852, n. 1407, e R. decreto 27 ottobre 1868, n. 2068 (Parte supplementare), per la linea Cavallermaggiore-Bra, nel quantitativo di 35 sulle 2205 attualmente vigenti;

36ª estrazione a sorte delle obbligazioni emesse in virtù della legge 10 luglio 1862, n. 702, e R. decreto 11 gennaio 1863, n. 632 (Parte supplementare) per la linea Cavallermaggiore-Alessandria, nel quantitativo di 152 sulle 20727 attualmente vigenti;

6ª estrazione a sorte delle azioni emesse in virtù del R. decreto 27 ottobre 1868, n. 2068 (Parte supplementare), per la linea Bra-Cantalupo e Castagnole-Mortara, autorizzate con le leggi 10 luglio 1862, n. 702, e 14 maggio 1865, n. 2279, nel quantitativo di 329, e cioè 19 titoli unitari di un'azione e 31 titoli decupli di 10 azioni, sulle 20733 azioni attualmente vigenti.

In seguito verranno pubblicati i numeri delle azioni ed obbligazioni come sopra sorteggiate.

Roma, addì 31 dicembre 1901.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.
Il Direttore Capo della 5ª Divisione
LUBRANO.

Direzione Generale del Tesoro *(Portafoglio)*

Il prezzo del cambio pei certificati di pagamento in valuta metallica dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 2 gennaio 1902, in lire 101,47.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro *(Divisione Portafoglio).*

31 dicembre 1901.

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidati	5 % *netto*	102,54 7/8	100,54 7/8
	4 1/2 % *lordo*	108,24 1/2	107,12
	4 % *netto*	102,07 7/8	100,07 7/8
	3 % *lordo*	65,05	63,85

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il corrispondente del *Daily News* a Berlino dice che dall'Aja, da fonte evidentemente boera, si è ricevuta la seguente comunicazione:

« I Boeri desiderano la pace, ma sempre alle stesse condizioni: garanzia della loro indipendenza ed amnistia assoluta per i combattenti del Capo. Essi non possono contentarsi di meno, perchè nutrono il fermo convincimento che la situazione militare migliori di giorno in giorno per essi.

« Solo l'indipendenza e non l'offerta dell'autonomia o di una costituzione analoga a quella dell'Australia, può essere accettata come base dei negoziati.

« In nessun caso d'altronde, conviene ripeterlo energicamente, i rappresentanti ufficiali delle due Repubbliche sud-africane in Europa s'impegneranno in negoziati senza aver prima comunicato coi capi repubblicani dell'Africa del Sud e viceversa ».

Il corrispondente osserva che questa è evidentemente una risposta a certe proposte fatte da lord Rosebery col suo discorso di Chesterfield.

* * *

Telegrafano da Berlino:

Il contegno provocante dal presidente Castro fa sì che il conflitto tra il Venezuela e la Germania vada acuendosi in modo da rendere al Governo germanico molto difficile di trovare la via ad un componimento amichevole, come da esso sarebbe vivamente desiderato.

Da parte tedesca si procurò, fin da principio, di assicurarsi il consenso del Governo di Washington per una eventuale azione coercitiva contro il Venezuela. Siccome però possono sempre sorgere delle complicazioni imprevedibili, e siccome non è esclusa l'eventualità di un mutamento nell'indirizzo politico americano, data l'ostilità dell'opinione pubblica negli Stati-Uniti contro la Germania, e siccome, quindi, potrebbe facilmente subentrare una tensione nei rapporti fra la Casa Bianca ed il Gabinetto di Berlino, così quest'ultimo cerca con ogni premura il mezzo per appianare in tempo il conflitto pericoloso.

I ricevimenti di Capo d'anno in Roma

Alla Reggia.

Le LL. MM. il Re e la Regina, circondati dalle Loro Case civili e militari, ricevettero, nel pomeriggio di ieri, solennemente, nella Sala del Trono, per gli auguri del Capo d'anno, le LL. EE. i Cavalieri dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata e quindi le rappresentanze del Parlamento.

S. E. il Presidente del Senato, on. Saracco, rivolgendo la parola al Re, disse:

Maestà!

« Ancora una volta e sempre con lo stesso animo e con la stessa fede nei destini della Vostra Real Casa, noi Vi domandiamo ogni grazia al sorgere del nuovo anno e di deporre ai piedi del Trono gli omaggi e gli augurî del primo Corpo politico dello Stato.

« Nello svolgersi del tempo e col mutare delle vicende, rimane e rimarrà sempre inalterato nei nostri cuori il sentimento del dovere e della devozione verso la valorosa Dinastia che ci ha dato una patria unita e libera.

« Ed è dal cuore che parte la più fervida invocazione a Dio, onde conservi per lungo volgere di anni il nostro Re alle cure del Suo popolo, al quale, cingendo la corona, ha rivolto il Suo primo pensiero di gratitudine e di amore.

« La lunga e gloriosa storia dei Vostri Padri, storia di grandi ardimenti e di alta sapienza civile, in Voi, Sire, impersonata, sia insegnamento e guida alla patria nostra per conseguire le nobili finalità, che in un momento tragico, solenne ed indimenticabile, Voi ci avete additate.

« Sire, benamata Regina, concedete che i nostri pensieri, i nostri omaggi, i nostri più fervidi voti possano manifestarsi riverenti dinanzi allo splendido esempio di virtù domestiche che Voi e l'eccelsa e dolce Vostra Sposa date alla Nazione.

« Il sacro altare della famiglia, fondamento di ogni civile convivenza, risplende in Voi di nuova e fulgida luce. In Voi, Augusti Sovrani, e nella Vostra Prosapia, che auguriamo numerosa e gagliarda, riponiamo l'avvenire e la fortuna d'Italia ».

S. M. il Re rispose che era ben grato di questi sentimenti espressigli dal Senato a mezzo del venerando suo Presidente.

Quindi le LL. MM. s'intrattennero privatamente con i membri della Deputazione del Senato.

Uscita dall'udienza Reale la Deputazione del Senato, le LL. MM. ricevettero la Deputazione della Camera dei Deputati.

S. E. il presidente, on. Villa, rivolgendosi al Re, disse che la Camera dei Deputati veniva, per mezzo dei suoi rappresentanti, a porgere con reverente omaggio le sue felicitazioni ed i suoi auguri, fra i quali quello che più vivamente risponde al Suo gran cuore di Re, che, cioè, la Nazione, della quale il Re personifica la saldezza della compagine e dei suoi istituti liberali, col continuo e crescente sviluppo di ogni sua nobile energia, possa raggiungere quella prosperità che è nei di Lui voti, voti che S. M. ha ereditato dal compianto Suo Padre e che con tanto intendimento di bene ha mostrato di saper raggiungere.

Quindi l'on. Villa, rivolgendosi alle LL. MM., aggiunse che un altro augurio prorompeva dal cuore dei Deputati ed era che la domestica felicità, benedetta dal sorriso di un amore di Bambina, non solo non abbia mai tramonto, ma possa irradiarsi di nuova luce ed allietarsi di nuovi affetti. Concluse augurando alle LL. MM., all'Augusta Donna che ancora è raccolta nelle gramaglie del Suo immenso dolore, alla Principessa Jolanda e a tutta la Famiglia Reale gli auguri d'ogni bene desiderato.

S. M. il Re gli rispose di essere grato dei sentimenti che erano stati espressi a Suo riguardo e di essere lieto di vedere coronati i Suoi desideri. Ringraziò, in modo speciale, delle felicitazioni e degli auguri che Gli erano stati rivolti. Quindi le LL. MM. s'intrattennero coi membri della Deputazione della Camera.

Successivamente i Sovrani ricevettero i Ministri, i Sottosegretari di Stato, le rappresentanze dei Grandi Corpi dello Stato, dell'Esercito, della Marina, della Provincia, del Comune e dell'Università.

Tutti gli ufficiali fuori servizio fecero ala, nelle sale di ricevimento, al passaggio dei Sovrani, quando ritornarono nei Loro privati appartamenti.

All'Ambasciata di Francia.

In occasione del Capo d'anno la Colonia francese si riunì ieri all'Ambasciata francese a palazzo Farnese.

Il Presidente della Camera di commercio pronunziò un discorso di circostanza, a cui S. E. l'Ambasciatore Barrère rispose nei seguenti termini:

Messieurs,

C'est la quatrième fois qu'il m'est donné d'accueillir à cette date les Français de Rome. Veuillez croire que si vous trouvez quelque satisfaction à cette rencontre, elle ne saurait dépasser la mienne de vous voir tous assemblés ici dans une même pensée. Un heureux concours de choses veut que cette réunion ait un caractère en quelque sorte symbolique. C'est à Rome que la science et l'art français viennent se recueillir, se compléter et puiser des inspirations nouvelles dans la contemplation de spectacles magnifiques, et c'est ainsi que cette réunion, par la qualité de ceux qui la forment, présente une image modeste mais vivante de la patrie.

« Messieurs, s'il est vrai que les années les mieux remplies paraissent les plus courtes, celles que nous venons de passer doivent être du nombre, car il me semble que c'est hier seulement que je vous souhaitai la bienvenue pour la première fois. L'année qui s'écoule, plus que les autres encore, est pour satisfaire à la fois votre patriotisme et votre affection pour le beau pays qui vous offre l'hospitalité. Elle a été surtout féconde pour l'Italie dont l'admirable vitalité nationale a marqué une mémorable étape: elle l'est aussi pour nous, puisqu'elle a vu se développer et se consolider définitivement les rapports d'amitié et d'intérêt de nos deux pays.

« La visite à Toulon de la flotte italienne, la rencontre du Président de la République et de son illustre Commandant, le Duc de Gênes, l'ont dignement inaugurée. Cette grande fête a laissé, vous le savez, dans les coeurs français un souvenir ineffaçable et l'on peut dire que c'est là que s'est retrouvé le sentiment franco-italien; j'entends par là la faculté des deux peuples de se comprendre et de s'apprécier.

« On croit volontiers que l'honneur de diriger les rapports diplomatiques est une tache peu aisée. Le contraire est la vérité. Cette œuvre est devenue facile par la clairvoyance des hommes d'Etat éminents qui ont dirigé et dirigent actuellement les affaires extérieures des deux cotés de la frontière.

« Elle est facile parce qu'il n'existe entre la France et l'Italie aucune de ces défiances qui pèsent sur l'âme des peuples et peuvent être la source des grands malentendus historiques. Elle est facile enfin parce que les rapports des deux pays sont faits de droiture, de franchise et de loyauté e qu'ils s'inspirent d'un respect mutuel de leurs intérêts.

« Les conséquences de cette belle et noble méthode apparaissent avec une lumineuse clarté. En un peu plus de quatre ans les deux Gouvernements ont réussi à éliminer toute cause de discorde ou de méfiance.

« Ils ont réglé la question des capitulations tunisiennes; ils ont abordé la difficile question du rétablissement des rapports commerciaux et l'ont résolue pour le bien des grands intérêts commerciaux de la France et de l'Italie; ils ont fixé les frontières de leurs possessions dans la Mer Rouge. Et enfin, pour compléter cette œuvre féconde, ils ont écarté toute cause de mésintelligence entre les deux nations dans le bassin méditerranéen.

« Sur ce terrain aussi, Messieurs, je me trouve dans l'heureuse situation d'avoir à enrégistrer simplement le progrès accompli. Une voix plus autorisée que la mienne, celle de M. le Ministre des affaires étrangères, Prinetti, l'a définie dans une récente déclaration avec une exactitude et un bonheur auquel je me plais à rendre hommage et dont son collègue de France se fera certainement l'écho dans une autre enceinte. Elle indique avec une éloquente précision que l'ère des malentendus franco-italiens sur un terrain où leurs intérêts vitaux sont en jeu, appartient désormais au passé et qu'il existe entre les deux Gouvernements une parfaite concordance de vues. Il n'y a donc plus entre la France et l'Italie de questions méditerranéennes.

« C'est le plus sûr garant que l'avenir réserve aux deux grandes nations latines une longue et féconde période d'amitié fraternelle et de paix.

« Je ne crois donc pas m'abuser, Messieurs, en pensant que l'année qui finissait hier a tourné une nouvelle page dans les relations de la France et de l'Italie. Vous vous associerez à ce qui y est écrit en formant des vœux pour le bonheur des Augustes Souverains dont le règne nouveau est entouré de la respectueuse sympathie du monde civilisé.

« Messieurs, je vous convie à boire avec moi à la santé du Président de la République et à celle de LL. MM. le Roi et la Reine d'Italie et de la Reine Mère. Et je lève aussi mon verre en l'honneur de l'Italie, cette jeune et puissante nation dont la prospérité grandissante doit être accueillie avec joie par tous les peuples amis de la civilisation et l'umanité ».

Le parole dell'Ambasciatore furono salutate da calorosi e prolungati applausi.

NOTIZIE VARIE

ITALIA

Le LL. MM. il Re e la Regina diedero, ieri sera, un pranzo al quale furono invitati le LL. EE. i Cavalieri dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, i Presidenti del Senato, della Camera e del Consiglio dei Ministri, i Ministri, le Dame di Corte di S. M. la Regina ed i personaggi delle RR. Case civili e militare.

S. M. il Re aveva a destra la marchesa Calabrini ed a sinistra la principessa di Sonnino. S. M. la Regina sedeva fra le LL. EE. l'on. Biancheri e l'on. marchese Di Rudinì.

Dopo il pranzo gli Augusti Sovrani tennero circolo, che si protrasse fino alle ore 23.

Ieri, per la ricorrenza del Capo d'anno, giunsero alla Reggia del Quirinale ed al Palazzo Margherita moltissimi dispacci di augurî alle LL. MM. il Re e le Regine, da tutti i Sovrani e Capi di Stati esteri, dalle provincie del Regno e dalle Colonie all'estero.

I registri posti nelle due Reggie furono riempiti di firme di persone appartenenti a tutte le classi della cittadinanza romana che recarono gli augurî agli Augusti Sovrani ed all'Augusta Regina Madre.

Servizio di Corte. — Le Case civili delle LL. MM. per il mese di gennaio hanno così stabilito il loro servizio:

Casa civile di S. M. il Re. — Conte Tozzoni, Mastro di cerimonie di servizio; Conte di Santa Rosa, id. di sotto servizio; Duca di Fragnito, Principe di Monteroduni a disposizione.

Corte di S. M. la Regina. — Marchesa Calabrini, Dama di Corte; Marchese Calabrini, Gentiluomo di Corte.

A S. E. l'on. Zanardelli. — Ieri, le LL. EE. i Sottosegretari di Stato presentarono i loro augurî di Capo d'anno a S. E. il Presidente del Consiglio, on. Zanardelli. Contemporaneamente gli offrirono un *album* contenente le loro fotografie.

L'*album*, che è una felice riproduzione di codici del Quattrocento, e reca gli stemmi di Roma e di Brescia, venne eseguito da abile artista romano, sotto la direzione di S. E. l'on. Alfredo Baccelli.

S. E. l'on. Ronchetti, a nome dei colleghi, portò al Presidente del Consiglio le più vive felicitazioni per il nuovo anno.

S. E. il Ministro dell'Interno partì ieri sera, col treno delle ore 20,30 per Cuneo, dove si tratterrà alcuni giorni.

Gli Italiani a Parigi. — Ieri vi fu una grande affluenza di membri della Colonia italiana all'Ambasciata d'Italia, per gli augurî di Capo d'anno.

S. E. il conte Tornielli ricevette le delegazioni delle Società italiane.

Durante il ricevimento, la musica della Lira Italiana suonò l'Inno Reale.

Marina mercantile. — Il vapore transatlantico *Jover Serra*, della C. G., il giorno 29 dicembre s. giunse a Buenos-Ayres. Il giorno 30, i piroscafi *Washington*, *Sempione*, *Perseo* e *Bisagno*, della N. G. I., proseguirono da San Vincenzo il primo per Genova, il secondo pel Brasile, il terzo per Barcellona ed il quarto da Singapore per Hong-Kong; il piroscafo *Tartar Prince*, della P. L., giunse a New-York. Ieri l'altro il piroscafo *Miguel Jover*, della C. G., partì da Barcellona per Genova ed il piroscafo *Nord-America*, della Veloce, giunse a Napoli. Ieri il piroscafo *Città di Torino*, della Veloce, giunse a New-York.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

PECHINO, 31 dicembre. — Il ministro di Russia ha notificato ai plenipotenziari chinesi che la Russia si rifiuterà di modificare la Convenzione relativa alla Manciuria.

PECHINO, 31. — Non si ha finora alcuna conferma ufficiale della notizia pubblicata dai giornali chinesi, secondo la quale un missionario francese, di nome May, e parecchi indigeni convertiti al cattolicismo sarebbero stati massacrati a Mi-ghia-fu.

HONG-KONG, 31. — Il vapore tedesco *Clara* si è affondato presso Hoi-kaan.

Il capitano e diciotto persone sono scomparse.

Un vapore francese ha salvato 42 naufraghi.

MADRID, 31. — La Camera dei deputati si è aggiornata *sine die*.

BELGRADO, 31. — Wasa Antonich, ministro serbo a Cettigne, è stato nominato ministro della guerra.

MADRID, 1 gennaio. — La *Gaceta* pubblicherà oggi il bilancio.

Le spese ascendono a 971 milioni di *pesetas* e le entrate a 974.

BUENOS-AYRES, 1. — Il Ministro argentino a Santiago, Portela, è atteso oggi.

Il *Diario* annunzia che l'Argentina ha ordinato l'immediata costruzione di due corazzate di 8500 tonnellate.

CARACAS, 1. — Il Governo del Venezuela dichiara corsaro il vapore *Libertador*, anticamente *Banrigh*, ed offre duemila sterline, oltre il carico, per colui che ne eseguirà la cattura.

OTTAWA, 1. — Marconi è stato ricevuto dai Ministri, i quali gli promisero il concorso del Governo per la prosecuzione degli esperimenti col telegrafo senza fili nella Nuova Scozia.

Marconi dichiarò che al suo ritorno in Inghilterra farà esperimenti con un Capo dell'America Meridionale.

Si smentisce la voce che il Re del Portogallo abbia offerto un posto a Marconi nelle isole Azzorre per farvi esperienze col telegrafo senza fili.

LONDRA, 1. — Le perdite ufficialmente constatate degli Inglesi nella campagna dell'Africa del Sud, dal 23 dicembre, ascesero a 206 morti per ferite o per malattie ed a 165 feriti, non comprese le perdite della colonna Firman a Tweefontein.

PECHINO, 1. — Si conferma ufficialmente la notizia dell'assassinio di un missionario belga e di tre indigeni convertiti a Ninghsian-fu. È stato dato ordine di punire i colpevoli.

LONDRA, 1. — Lo *Standard* ha da Pretoria: Duecento Boeri penetrarono nello Zwaziland, attaccarono la residenza della Regina ed uccisero molti indigeni.

DURBAN, 1. — I Boeri presero nel combattimento di Tweefontein due cannoni.

PARIGI, 1. — In occasione del Capo d'anno, lo Czar ha indirizzato al presidente della Repubblica, Loubet, un telegramma col quale esprime i suoi migliori augurî e quelli della Czarina per la Francia ed il suo presidente, ricordando il soggiorno fatto nel paese amico ed alleato, che gli è particolarmente caro.

Il ministro della guerra, generale André, ha diretto al ministro

della guerra russo, generale Kouropatkine, un telegramma col quale gli esprime i suoi voti personali per l'esercito russo ed i voti dell'esercito francese per lo Czar e la Czarina.

PARIGI, 1. — La *Petite République* ha da Lione: Il tribunale correzionale ha condannato da sei giorni ad otto mesi di carcere otto italiani che sfruttavano fanciulli italiani nelle vetrerie di Oullins.

PECHINO, 1. — La Legazione belga ha ricevuto notizia che un altro missionario sarebbe stato massacrato presso Ningh-Sian-Fu.

Numerosi belgi con indigeni convertiti occupano dei villaggi fortificati.

Manca però conferma di tali notizie.

CAIRO, 1. — Il Governo decise che il Congresso di medicina si riunisca dal 10 al 23 dicembre 1902. Esso coinciderà coll'inaugurazione dei serbatoi di Assuan e del nuovo Museo.

PARIGI, 1. — Per l'occasione del capo d'anno, il nunzio pontificio, monsignor Lorenzelli, ha presentato oggi al presidente della Repubblica, Loubet, gli augurî del Corpo diplomatico.

Monsignor Lorenzelli espresse simpatia e riconoscenza per la politica seguita dal Governo francese, per l'equità e lo spirito di conciliazione che ha dimostrato nelle questioni internazionali e specialmente nella questione complessa che ha tenuto occupate le Potenze per due anni.

Il presidente della Repubblica, Loubet, rispose esprimendo il suo compiacimento che gli sforzi del Governo della Repubblica siano apprezzati, come è suo desiderio, e dicendosi lieto di constatare che il nuovo anno si presenta esclusivamente come un'èra di accordo fra le Potenze, e per alcune di esse come un'èra di consolidamento delle loro alleanze e di affermazione delle loro amicizie.

PARIGI, 1. — Il presidente della Repubblica, Loubet, al telegramma direttogli dallo Czar in occasione del Capo d'anno, ha risposto con un telegramma, nel quale si dice molto commosso dei voti espressi dallo Czar e dalla Czarina verso la Francia amica ed alleata, e soggiunge che la Francia, la quale conserva della loro seconda visita un ricordo riconoscente, si rallegrerà nell'apprendere l'impressione lieta e durevole lasciata nelle LL. MM. dal loro nuovo soggiorno fatto in Francia.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano
del 31 dicembre 1901

Il barometro è ridotto allo zero. L'altezza della stazione è di metri 50,60

Barometro a mezzodì	766,1.
Umidità relativa a mezzodì	70.
Vento a mezzodì	N debolissimo
Cielo	sereno
Termometro centigrado	Massimo 12° 8 / Minimo 2°,8.
Pioggia in 24 ore	mm. 0,0

Li 31 dicembre 1901.

In Europa: pressione massima di 775 sulla Transilvania; minima di 740 sulle Ebridi.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito di 3 a 6 mm. sulle isole, di 6 fino a 11 altrove, temperatura irregolarmente variata al NW, diminuita altrove; qualche pioggiarella sul versante Adriatico inferiore e sull'Jonio; mare qua e là agitato.

Stamane: cielo vario al NE, al S ed in Sicilia, sereno altrove; venti settentrionali, moderati o forti al S e Sicilia, deboli altrove; mare alquanto agitato intorno alla Sicilia.

Barometro: massimo a 774 al NW, minimo a 768 sull'Jonio.

Probabilità: venti settentrionali moderati o forti sul basso Adriatico, deboli o moderati altrove; cielo quasi ovunque sereno.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, li 31 dicembre 1901.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Porto Maurizio	sereno	calmo	15 1	5 2
Genova	sereno	calmo	11 5	7 3
Massa Carrara	sereno	calmo	10 0	3 7
Cuneo	sereno	—	9 3	0 9
Torino	sereno	—	— 0 3	— 4 9
Alessandria	sereno	—	— 0 2	— 7 6
Novara	sereno	—	1 2	— 4 4
Domodossola	sereno	—	8 3	— 5 1
Pavia	sereno	—	1 5	— 5 9
Milano	1/4 coperto	—	3 5	— 2 2
Sondrio	sereno	—	4 3	— 2 5
Bergamo	1/2 coperto	—	7 0	0 5
Brescia	sereno	—	5 2	— 0 9
Cremona	sereno	—	2 4	— 9 6
Mantova	sereno	—	5 2	0 6
Verona	nebbioso	—	6 2	— 1 1
Belluno	coperto	—	3 3	— 2 3
Udine	1/2 coperto	—	9 4	1 6
Treviso	3/4 coperto	—	9 7	1 4
Venezia	sereno	calmo	8 2	2 4
Padova	1/4 coperto	—	7 5	0 0
Rovigo	1/2 coperto	—	8 0	— 1 0
Piacenza	1/4 coperto	—	2 8	— 5 4
Parma	1/4 coperto	—	3 8	0 6
Reggio Emilia	—	—	—	—
Modena	1/4 coperto	—	5 0	— 1 8
Ferrara	1/4 coperto	—	5 5	0 1
Bologna	1/4 coperto	—	5 6	0 8
Ravenna	sereno	—	8 4	— 0 2
Forlì	sereno	—	8 0	1 6
Pesaro	sereno	mosso	9 0	1 4
Ancona	sereno	legg. mosso	10 0	4 8
Urbino	sereno	—	6 0	2 0
Macerata	sereno	—	5 9	3 4
Ascoli Piceno	sereno	—	9 0	3 5
Perugia	sereno	—	8 4	4 0
Camerino	sereno	—	5 0	2 5
Lucca	sereno	—	9 4	1 1
Pisa	sereno	—	12 9	— 1 2
Livorno	sereno	calmo	10 6	3 5
Firenze	sereno	—	8 3	0 2
Arezzo	sereno	—	9 2	1 3
Siena	sereno	—	8 0	2 8
Grosseto	1/4 coperto	—	8 1	3 4
Roma	sereno	—	11 2	4 6
Teramo	sereno	—	8 4	3 7
Chieti	sereno	—	8 6	5 0
Aquila	sereno	—	7 5	— 1 0
Agnone	sereno	—	6 4	2 0
Foggia	coperto	—	10 0	7 0
Bari	3/4 coperto	mosso	12 2	7 2
Lecce	sereno	—	13 8	8 8
Caserta	sereno	—	12 4	5 8
Napoli	sereno	calmo	11 6	8 0
Benevento	1/4 coperto	—	11 9	7 8
Avellino	1/4 coperto	—	11 0	6 3
Caggiano	3/4 coperto	—	7 0	2 1
Potenza	coperto	—	7 0	2 0
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	1/2 coperto	—	7 0	— 3 0
Reggio Calabria	sereno	calmo	15 1	11 2
Trapani	3/4 coperto	calmo	16 4	13 5
Palermo	3/4 coperto	agitato	17 9	8 0
Porto Empedocle	sereno	calmo	16 0	8 0
Caltanissetta	sereno	—	10 0	3 0
Messina	sereno	calmo	14 6	11 3
Catania	sereno	legg. mosso	11 6	7 4
Siracusa	1/4 coperto	molto agitato	16 2	9 9
Cagliari	1/4 coperto	calmo	15 5	6 6
Sassari	sereno	—	12 7	6 0

Direttore: Avv. Giovanni Piacentini. Tipografia delle Mantellate. Raffaele Tumino, *Gerente responsabile.*